



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de
l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Société des Sablières de la Meurthe à Rosières-aux-Salines
*Projet d'agrandissement du bassin de décantation des eaux du système de lavage/rinçage par des travaux
d'affouillement de sol temporaires avec extraction de granulats.***

**N° 2023-0486
AIOT : 006209481**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-917 du 29 décembre 2016 fixant les prescriptions par la société Les Sablières de la Meurthe (installations de traitement de matériaux alluvionnaires) sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2003-234 du 16 mai 2003 ;

Vu le dossier de notification de modification et la demande d'examen au cas par cas, présentés par la société Les Sablières de la Meurthe reçus complets le 24 mai 2023, relatifs au projet d'agrandissement du bassin de décantation des eaux de lavage du système de lavage/rinçage par des travaux d'affouillement de sol temporaires, avec extraction de granulats ;

Vu l'avis de la DDT en date du 20 juin 2023 ;

Considérant les caractéristiques du projet :

- qui relève de la rubrique n° 1.a) de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement « Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » ;

Considérant la localisation du projet au sein du périmètre autorisé de l'installation classée ;

Considérant l'engagement de la société Les Sablières de la Meurthe à suspendre l'extraction d'alluvions sur ses autres sites autorisés pendant la durée des travaux d'agrandissement du bassin de décantation ;

Considérant les impacts du projet sur le milieu ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DÉCIDE

Article 1^{er} : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'agrandissement du bassin de décantation des eaux de lavage du système de lavage/rinçage par des travaux d'affouillement de sol temporaires, avec extraction de granulats, sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines porté par la société Les Sablières de la Meurthe, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 : Substantialité en cas de dispense d'évaluation environnementale

En application de l'article R. 181-46-I du Titre VIII du Livre premier du Code de l'Environnement, le projet d'agrandissement du bassin de décantation des eaux de lavage du système de lavage/rinçage par des travaux d'affouillement de sol temporaires, avec extraction de granulats, situé dans le périmètre de l'installation de traitement de matériaux de Rosières-aux-Salines, présenté par la société Les Sablières de la Meurthe n'est pas assujéti à une demande d'autorisation et relève du R.181 46-II.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du Code de l'Environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 4 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 5 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le

13 JUIL. 2023

Le préfet,
Pour le secrétaire général absent,
et par délégation,
le sous-préfet de Val de Briey

Richard Daniel BOISSON

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à
Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
246, boulevard Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de NANCY
5 Place de la carrière
54000 NANCY